

MOHAMED CHAFIK MESBAH

«Autant que possible il faut tenir l'armée

*Pour analyser les récents développements intervenus sur la scène nationale, nous avons sollicité le concours de notre ami Mohamed Chafik Mesbah qui a bien voulu répondre à nos questions à travers l'entretien que nous publions. Voici la première partie de cet entretien.*

**Le Soir d'Algérie :** La conjoncture politique nationale connaît des évolutions importantes qui nous renvoient, cependant, à des interrogations qui se rapportent aux origines de la crise politique que traverse, encore, le pays. Commençons par l'arrivée au pouvoir de Abdelaziz Bouteflika. En 1999, l'actuel président de la République avait accédé au pouvoir grâce à l'appui déterminant du Commandement militaire. Depuis lors, s'est-il affranchi de cette tutelle ?

**Mohamed Chafik Mesbah :** Sur le plan formel, comme sur le plan pratique, le président Bouteflika s'est, incontestablement, affranchi de cette tutelle. La démission de l'ancien chef d'état-major de l'ANP, le général Mohamed Lamari, a constitué un véritable tournant dans les rapports de M. Bouteflika avec l'institution militaire. Le général Mohamed Lamari, avec sa personnalité exultante, était le seul officier capable de s'opposer frontalement au chef de l'Etat. Ce départ qui a sonné le glas de ce que nous pourrions appeler «le commandement politique» a ouvert, aussi, la voie aux jeunes officiers qui ont pu accéder aux postes de commande dans les unités de feu et des services. Ces jeunes officiers dotés d'une solide formation militaire et technique sont fermés, aussi bien, aux sirènes de la politique. En résumé, l'autorité du président de la République sur la hiérarchie militaire ne souffre pas de contestation. Les propos rapportés par WikiLeaks sur la question ne sont pas erronés.

**L'institution militaire a subi des évolutions substantielles depuis l'accession au pouvoir du président Bouteflika. Quel bilan dressez-vous de ces évolutions ?**

Redoutable tacticien, le président Bouteflika, sitôt parvenu au pouvoir, a vite fait de comprendre qu'il était urgent de se défaire d'un commandement militaire qui manifestait une trop forte propension à interférer dans le champ politique. Ce choix lui semblait d'autant plus nécessaire qu'il ne lui fallait pas rester tributaire d'une hiérarchie à qui il devait son intronisation. M. Bouteflika a agi, intelligemment, en trois étapes successives. Première étape, de manière pacifique et presque consensuelle, il a poussé vers la sortie les chefs militaires qui pouvaient le plus porter ombrage à son pouvoir, il s'agit des chefs appelés communément «janviéristes» par référence à l'interruption du processus électoral en janvier 1992. Deuxième étape, il a placé les chefs militaires restés en activité dans une position de rivalité potentielle au sommet de la hiérarchie, les contraignant, en permanence, à livrer des combats épuisants et sans fin où ils se neutralisent mutuellement. Troisième étape, il a favorisé l'émergence aux postes de commandement les plus sensibles de jeunes officiers compétents et ne traînant pas d'antécédents professionnels ou moraux fâcheux. Le bilan peut être jugé positif, sauf que l'indispensable clarification de la doctrine de défense, notamment, en matière de définition des rapports de l'armée à la société et de détermination des menaces étrangères, n'a pas suivi.

**Pourquoi le DRS a-t-il été soumis à une politique différente ?**

Le président Bouteflika, déjà méfiant par instinct vis-à-vis de l'institution militaire, l'a été encore plus par rapport aux services de renseignement. Pourquoi, alors, n'a-t-il pas agi semblablement pour «le corps de bataille» et les services de renseignement ? Première-ment, c'est, vraisemblablement, son état de santé qui l'a conduit à réviser l'ordre de priorités dans sa démarche. La réorganisation des services de renseignement, étant donné les

menaces pressantes apparues contre le régime, ne pouvait plus constituer une urgence.

Deuxièmement, le président Bouteflika, ne disposant ni de véritables relais politiques pour s'adresser à la population ni d'appareils de coercition efficaces pour les substituer au DRS a dû estimer préférable, selon toute éventualité, de conserver en l'état les services de renseignement pour s'en servir comme arme de dissuasion.

Troisièmement, enfin, le président Bouteflika pourrait avoir considéré que le DRS, confronté à des difficultés d'adaptation dans un environnement de plus en plus hostile, finirait par perdre, de lui-même, de son influence. N'oublions pas, également, que le président Bouteflika s'est assuré d'un certain répit en découplant, depuis l'élection présidentielle de 2004, état-major de l'ANP et services de renseignement. L'état-major devenait, en effet, aveugle face à la société politique tandis que le DRS ne pouvait plus disposer du socle de l'état-major sur lequel il avait pour habitude de s'appuyer. Nonobstant toutes ces considérations, M. Bouteflika doit garder présent à l'esprit, néanmoins, l'ambition symbolique qui lui est prêtée de vouloir laisser pour l'histoire l'image du chef de l'Etat qui aura normalisé toutes les institutions du pays, y compris le DRS.

**Quelle influence exerce le DRS sur la prise de décision stratégique en Algérie ? S'agit-il, comme il se dit, d'un pôle concurrent au cercle présidentiel ?**

Dans le contexte politique et institutionnel actuel, il n'existe aucun contre-pouvoir réel à celui du chef de l'Etat. Au plan formel, le président de la République, aux termes de la Constitution, dispose d'un pouvoir sans limites. Le processus de prise de décision connaît, cependant, sur le plan pratique, de sérieuses défaillances aggravées, à présent, par l'indisponibilité chronique de M. Bouteflika. Il en résulte un fonctionnement atrophie du gouvernement et de l'administration. Le DRS, la force de pesanteur jouant, conserve, certes, une certaine efficacité qui lui permet d'exercer une influence relative sur le cours des choses. Pas au point, toutefois, d'engager une démarche d'obstruction à la volonté du chef de l'Etat. Le DRS ne dispose pas, faut-il le souligner, d'un projet alternatif à celui du président de la République. Il existe bien au sein des services de renseignement, chez de nombreux cadres du DRS, des réminiscences du passé, une réserve de culture patriotique vivace qui les pousse à nourrir du ressentiment face aux scandales de grande corruption ou à cultiver un attachement viscéral à la cause du peuple sahraoui. Cela ne constitue pas la matrice d'un projet alternatif à celui du président de la République.

**Comment expliquez-vous que le DRS, service secret militaire, se soit substitué à la police et au juge d'instruction dans les enquêtes sur la corruption au sein de Sonatrach ?**

Il ne faut pas se voiler la face. Le DRS est l'héritier des services de renseignement de la période du parti unique, lesquels disposaient

d'une expertise éprouvée dans les investigations complexes à propos de ce qui était connu sous le libellé de «crimes économiques». Il est certain que le DRS a, toujours, accumulé la documentation relative aux graves anomalies de gestion. Cette mission de prévention des atteintes à l'économie nationale ressortit des attributions confiées, officiellement, au DRS et n'a jamais été absente du plan de charges des services de renseignement. C'est, d'ailleurs, l'exploitation des données recueillies par ces services de renseignement qui a grandement facilité les enquêtes opérationnelles qui ont été menées. Des enquêtes qui ne pouvaient être confiées à la police, mal outillée pour ces lourdes infractions sur lesquelles, de surcroît, pèsent, parfois, des présomptions d'intelligence avec l'étranger. Dès sa saisine, le juge d'instruction, jusqu'à preuve du contraire, a contrôlé les procédures engagées. C'est ailleurs que se situe le problème. La question pertinente consiste à s'interroger, en effet, sur l'étendue de la marge de manœuvre dont a disposé le DRS à propos d'enquêtes déclenchées avec l'aval du chef de l'Etat, si ce n'est sur son initiative. A présent, c'est la justice qui est en charge de ces enquêtes. A voir le niveau subalterne des responsables mis en cause ainsi que les suites judiciaires réservées, il est permis de supposer que la véritable lutte contre la corruption ce n'est pas demain la veille.

**En perspective de cette transition démocratique que vous considérez comme une issue fatale, quel avenir en Algérie, pour le DRS, en termes de missions, de structures et de cadres ?**

Le leitmotiv d'une éventuelle réorganisation des services de renseignement pourrait être le suivant : «protéger la société, non pas la contrôler». Trois axes de déploiement peuvent être envisagés. Premièrement, au plan de la doctrine, il s'agira de consacrer la subordination des services de renseignement aux instances politiques. Un plan national de renseignement doit être élaboré par le gouvernement et soumis, dans son exécution, au contrôle du Parlement.

Deuxièmement, au plan organique, il s'agira d'adopter une configuration qui prévienne l'exercice monopolistique de la fonction de renseignement. Cette fonction doit être répartie entre différentes structures spécialisées, placées elles-mêmes sous des tutelles distinctes. Naturellement, sans préjuger de la coordination fonctionnelle à instaurer entre ces différentes structures.

Troisièmement, au plan humain, il s'agira d'ouvrir, résolument, les portes des services de renseignement à l'élite parmi l'élite du pays pour remplacer une composante humaine, en partie déficiente.

Après quoi, il faudra maintenir, sans désespérer, le cap dans cette direction. Cette réorganisation pourra-t-elle se dérouler, pacifiquement, dans un climat de sérénité approprié ? Ce sera l'un des défis majeurs de la transition démocratique à venir.

**Enfin ! c'est là une vision idyllique des choses que vous envisagez. Que faites-vous du contexte et de l'environnement hostiles au DRS ? Oubliez-vous que l'opinion publique, à tort ou à raison, considère que les services de renseignement sont la source de tous les blocages en Algérie ? Ne pensez-vous pas que le chef du DRS constituera, fatalement, une victime expiatoire lorsqu'il s'agira de passer d'une phase à l'autre dans le processus qui se**

**dessine ?**

Sans doute, en effet, faudra-t-il beaucoup de conviction, de ténacité et d'intelligence à ceux qui seront en charge de cette œuvre historique. Il existe, comme vous le soulignez, un contexte et un environnement, au plan national comme international, plutôt défavorable au DRS. L'environnement international, tout d'abord. Les puissances étrangères, concernées par l'état des lieux en Algérie, apprécient que les services de renseignement soient un facteur de stabilisation de la situation interne, en termes de sécurité. Ils préféreraient, cependant, qu'ils ne soient pas agissants contre leurs intérêts essentiels dans le pays. Il existe, également, au plan national, une source de hostilité contre le DRS de la part de ce qu'il est convenu d'appeler «le cercle présidentiel» constitué de responsables apparents mais aussi d'une pléthore d'hommes d'affaires et de spéculateurs évoluant autour desdits responsables mais dans l'opacité. Les services de renseignement, notamment depuis l'éclatement des affaires de grande corruption, sont considérés par ces hommes d'affaires comme des obstacles à l'accaparement vorace des richesses nationales, des empêcheurs de «tourner en rond». Sur un registre presque analogue, tout ce qui s'apparente à l'opposition tire à boulets rouges sur le DRS, assimilé comme vous le dites à une source absolue de blocage. Il existe, enfin, au sein de l'opinion publique nationale un ressentiment, plus ou moins objectif, vis-à-vis des services de renseignement, hérité des décennies écoulées. Bien que l'influence prêtée aux services de renseignement paraisse exagérée, il serait ridicule de nier ce contexte et cet environnement hostiles. A défaut de recourir à la démarche consensuelle, précédemment décrite, pour engager le processus de réorganisation des services de renseignement, faut-il se résoudre à décapiter ces services et à présenter à l'échafaud leurs cadres ?

Cette vision nihiliste de la réforme des services de renseignement est parfaitement infantile. La lucidité et la raison devraient prévaloir auprès des responsables futurs de l'Algérie lesquels devraient s'assurer des voies et moyens à même de garantir l'aboutissement, en parfaite condition, du processus démocratique engagé. Aucune nation, aucun Etat ne peut se passer de services de renseignement adaptés, cependant, au contexte institutionnel de l'époque.

**Bien des fantasmes se nourrissent des exploits prêtés aux services de renseignement algériens. C'est ainsi que l'ancien ambassadeur français à Dakar, l'écrivain Jean-Christopher Rufin, affirme, dans son dernier roman Katia, que le DRS est le service de renseignement le plus performant en Afrique du Nord. Faut-il le croire ?**

Pourquoi le plus performant au niveau de l'Afrique du Nord seulement ? Il fut un temps où les services de renseignement algériens étaient craints pour leur efficacité partout à travers le monde. Par rapport à leur capacité à contenir les activités d'intelligence étrangère dans le pays et par leur efficience dans l'appui apporté aux mouvements de libération en Afrique et de résistance démocratique en Amérique latine. Sans doute le DRS a-t-il subi le contre-coup de la lutte contre le terrorisme au profit de laquelle il a mobilisé toutes ses ressources. Un potentiel résiduel subsiste, cependant, qu'il suffit de canaliser vers les missions liées aux impératifs stricts de sécurité nationale, en le dotant de moyens logistiques et techniques adéquats.

**La conduite de l'armée algérienne en cas de déclenchement d'un soulèvement populaire devenu incontrôlable nourrit toutes les supputations. Quelle est l'hypothèse qui vous paraît la plus probable ?**

La réponse exige, sans doute, que soit détaillé, encore plus, le profil des jeunes